

La ZAD, les aborigènes et l'université

PAR JADE LINDGAARD
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 28 FÉVRIER 2018

Invitée par le campus Condorcet à donner une conférence, l'anthropologue Barbara Glowczewski a eu la mauvaise surprise de découvrir que la vidéo de l'événement a été amputée de sa partie sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. L'université plaide la prudence juridique.

C'est un petit incident dans la longue histoire des rapports entre monde intellectuel et monde militant, mais il capte un malaise révélateur. Le 20 novembre dernier, l'anthropologue Barbara Glowczewski, rare spécialiste française des peuples aborigènes, donne une conférence publique à Aubervilliers. **Elle intervient à l'invitation du campus Condorcet**, nouveau lieu de recherche et d'enseignement des sciences humaines et sociales en cours d'installation dans la commune de Seine-Saint-Denis. Elle choisit d'intituler sa présentation « *Survivre au désastre : des aborigènes à Notre-Dame-des-Landes* ». Pendant environ 45 minutes, elle décrit les stratégies de résistance artistiques et culturelles adoptées par les survivant-e-s du génocide des peuples autochtones australiens. Et décrit avec de nombreux exemples la puissance de leur rapport aux rêves, qui participent à la fabrication du monde en train d'advenir.

De nombreuses exploitations minières, puits de gaz de schiste et sites d'enfouissements de déchets, notamment nucléaires, défigurent et polluent les terres aborigènes. Leurs habitant-e-s s'y mobilisent contre la destruction de leur monde. C'est donc assez naturellement que la chercheuse a vu un lien entre cette histoire aux antipodes de l'Hexagone et l'occupation de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Elle s'y est rendue en novembre 2016, avec d'autres intellectuel-le-s, pour participer à **une « barricade des mots »** contre l'aéroport et son monde. Si bien qu'à Aubervilliers en novembre 2017, elle convie deux habitant-e-s de la zone à intervenir à ses côtés.

Pendant un quart d'heure, ils expliquent le travail de composition de la lutte auquel les opposant-e-s à l'aéroport ont œuvré depuis près de dix ans : construire une position commune contre l'aéroport et son monde tout en respectant la pluralité des histoires et des projets, entre squatteurs/-ses, paysan-ne-s historiques, associations citoyennes, naturalistes. Et ils décrivent comment l'occupation du bocage est aussi devenue une lutte pour le devenir de ce qui a commencé à s'y construire : vivre sans État, sans police, sans prison (la conférence a eu lieu avant l'annonce par le gouvernement de l'abandon de l'aéroport). Ils expliquent qu'un de leurs apprentissages a été de comprendre à quel point cette zone qu'ils défendent avec tant de détermination est le produit d'usages communs. « *L'environnement n'est pas distinct de nous-mêmes. Nous sommes aussi le bocage* », souligne le zadiste.

Vous pouvez retrouver ici dans son intégralité la vidéo de cette conférence du 20 novembre 2017 :

Mais lors de la mise en ligne de cette conférence par le campus Condorcet, mauvaise surprise : seule l'intervention de Barbara Glowczewski est visible. Le quart d'heure sur la ZAD a été supprimé. La chercheuse s'en émeut, demande des explications. L'institution académique lui répond que les deux habitant-e-s de la ZAD n'ont pas signé l'autorisation de diffusion. L'oubli est réparé, les deux zadistes signent le document mais le campus refuse toujours la mise en ligne. « *Leur témoignage était précieux pour le sujet de ce cycle consacré au thème "Un Monde fini ? Environnement, croissance et croyances"*, explique l'anthropologue. *Sans leur intervention, ma conférence est incomplète, car il était annoncé sur le programme que j'allais parler de Notre-Dame-des-Landes. Or il n'en est plus question dans la mise en ligne.* »

Que s'est-il passé ? Le campus Condorcet a-t-il délibérément censuré une intervention en défense de la ZAD ? Sollicité par Mediapart, le président du campus Condorcet, Jean-Marc Bonisseau, explique : « *Depuis cinq ans, nous proposons tous les mois une conférence scientifique. On ne diffuse jamais les interventions des personnes du public. Nous avons*

invité Barbara Glowczewski, chercheuse éminente et plus que confirmée. Deux personnes du public sont venues à la fin pour parler de Notre-Dame-des-Landes. On ne les a pas diffusées pour des raisons juridiques. » La ZAD fait-elle peur à l'institution de sciences sociales ? « Nous n'avons pas de problème avec la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, dément le responsable, lui-même mathématicien. Mais il y a une question de contexte et de prudence quand on met en ligne des choses. Maintenant, depuis la décision du gouvernement [d'abandonner l'aéroport – ndlr], on est dans une situation en voie de règlement, mais à un moment, ce n'est pas forcément simple de mettre en ligne la parole de ces personnes. »

Pour sa part, la chercheuse remarque : « *C'est le paradoxe du numérique contemporain au regard du "live", car si j'avais filmé les interventions des deux habitant-e-s de la ZAD pour les insérer dans ma présentation comme "archives" documentant la*

partie sur Notre-Dame-des-Landes le jour de la conférence..., alors cela aurait été scientifique... L'enjeu est le passage de l'objet au sujet. »

À sa demande, le campus a rendu à la chercheuse l'enregistrement vidéo de sa conférence. Elle l'a depuis mise en ligne **sur le site de partage Vimeo**.

À l'heure de la commémoration de Mai-68, grand moment de rencontres entre intellectuel-le-s et mouvements révolutionnaires, cet incident rappelle à quel point une vision hiérarchique des savoirs reste inscrite dans l'esprit des dirigeants universitaires français. Elle porte la marque d'une méfiance vis-à-vis des luttes militantes, mais aussi plus largement de l'intelligence créatrice et remuante de la société en dehors des campus. **Sur la ZAD, la bibliothèque du Taslu** continue de recevoir les auteur-e-s pour penser ensemble le devenir de ce territoire arraché au bétonnage.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.